

QUELS SOINS POUR NOTRE ENVIRONNEMENT ?

Oratrice : Barbara POMPILI, Ministre de la Transition Écologique | France

Interrogée par **Béatrice NOËLLEC**, Directrice des relations institutionnelles et de la veille sociétale à la FHP | France

Il existe un lien intime entre l'environnement et la santé et tous doivent en être conscients

La crise de la Covid-19 a fait émerger la question des interactions entre notre santé et l'environnement. Sans que l'origine précise de la Covid-19 soit connue, le comité scientifique s'accorde largement sur le fait qu'il s'agit, comme les trois quarts des maladies émergentes, d'une maladie zoonotique. Il est aujourd'hui sûr que les pressions exercées par l'humain sur son environnement (déforestation, chasse de viande de brousse, étalement urbain, etc.) favorisent la diffusion de ces maladies. La somme des pertes de vie liées à ces maladies doit déclencher une prise de conscience des conséquences sanitaires désastreuses de notre rapport aux écosystèmes.

Il faut cesser les politiques en silo et construire une réponse décloisonnée

Afin d'essayer d'apporter une réponse effective et significative aux enjeux environnementaux, il faut cesser de mener des politiques en silo et travailler de manière collective. Le plan national santé environnement entre dans cette logique avec 3 priorités : donner toutes les informations au consommateur pour qu'il soit acteur de sa propre prévention, améliorer les connaissances de l'impact sur notre environnement et réaliser des initiatives de terrain avec les élus et collectivités qui connaissent le mieux les réalités et le vécu de leurs habitants.

Il est important d'engager les citoyens dans la transition écologique sans les décourager

La difficulté à réaliser une transition écologique questionne la capacité à favoriser l'émergence d'une forte conscience de santé environnementale qui ne se traduise pas par un monde anxigène où des citoyens se retrouvent désarmés face à des problèmes globaux qui les dépassent. Ainsi, il semble déterminant de pouvoir continuer à responsabiliser le citoyen sur son mode de consommation à travers différentes initiatives concourant à une conscience écologique collective en matière de consommation (l'indice de réparabilité des produits électroniques, l'affichage environnemental sur les produits alimentaires et textiles, le Ménag'Score simplifiant les mentions sur les produits ménagers). Aussi, l'engagement du citoyen ne passe pas seulement par un changement de consommation mais aussi par du temps passé dans diverses associations œuvrant pour la cause environnementale. Il faut rappeler aux citoyens, que chacune de leurs actions quotidiennes à leur échelle est extrêmement importante et a un impact significatif sur l'activité économique et industrielle.

Il est crucial de ramener la crise de la biodiversité au centre du débat

D'une part, le premier objectif du Congrès mondial de l'Union Internationale de la Conservation de la Nature qui a eu lieu en septembre 2021 fut de faire comprendre que la crise de la biodiversité est tout aussi grave que celle du climat et que protéger la biodiversité revient également à nous protéger.

D'autre part, un deuxième objectif affiché consista à mobiliser la communauté internationale dans des engagements pour la biodiversité, engagements aussi forts que ceux pris lors de la COP 21. À titre d'exemple, il convient de parvenir à convaincre un maximum de pays quant à la nécessité d'avoir 30 % de leurs espaces marins et terrestres en airs protégés. Aussi, le programme One Ocean Summit lancé par la France, a pour but de réunir les parties prenantes de l'écosystème marin et de construire des outils juridiques mondiaux au profit de la protection des océans.

Enfin, le dernier objectif affiché invite à considérer l'évènement de la COP 15 prévue en Chine en 2022 comme un rendez-vous majeur de la biodiversité. Il doit permettre la mise en place de mécanismes efficaces visant à limiter les impacts sur la nature.

Il faut faire en sorte que la transition écologique ne soit pas synonyme d'inégalités sociales

La transition écologique a évidemment un coût mais ne doit pas conduire à une société à deux vitesses. Le gouvernement doit continuer d'accompagner les citoyens dans cette transition en proposant des aides à l'instar de MaPrimeRénov' qui vise à accélérer la rénovation thermique des logements ou encore la prime à la conversion qui favorise la conversion des citoyens en faveur de véhicules électriques ou hybrides.

Il faut lutter contre la désinformation sur les réseaux sociaux et faire preuve d'exemplarité

L'environnement démocratique dans lequel nous vivons a permis de créer un cadre propice au débat pour trouver la bonne ligne de crête de la transition écologique tout en restant socialement soutenable pour notre pays. À titre d'exemple, il a permis la mise en place de la loi climat et résilience. Cependant, le dérèglement climatique est déjà bien engagé. Dans un tel contexte, le monde politique, les médias et chacun d'entre nous devons faire preuve de responsabilité au travers de nos interventions sur les réseaux sociaux. On observe un accroissement préoccupant des fausses informations qui touchent les sujets environnementaux, notamment de la part de politiques, bien que ceux-ci devraient être les plus exemplaires pour ne pas perdre le combat en faveur de la transition écologique dont dépend également la santé.